

CONSEIL NATIONAL

No 11 916

Commission de gestion
 Section Département politique

P r o c è s - v e r b a l

de la

séance du 29 avril 1974, à 10.00 h., à Berne

Palais du Parlement, Cabinet du Président du Conseil national

Présidence: M. le Conseiller national Copt

Sont présents: MM. les Conseillers nationaux Duvanel, Jelmini,
 Ketterer et Riesen

M. Graber, Conseiller fédéral

MM. Thalmann, Keller, Diez, Janner, Heimo,
 Müller et Bill

Procès-verbal: M. Chevalier (allemand)

M. Reymond (français)

Ordre du jour

Rapport de gestion du Département politique pour 1973

Première partie

M. Graber s'exprime sur les sujets suivants:

Conférence sur le droit humanitaire

Une controverse s'est engagée sur l'invitation du GRP. En cela nous avons la conscience parfaitement à l'aise du fait que le GRP n'a jamais eu de relations avec le CICR sauf in extremis, c'est-à-dire que bien longtemps après que les convocations aient été envoyées à tous les Etats ayant adhéré aux Conventions de Genève, il a adressé à la Confédération une déclaration d'adhésion qui aussitôt a posé diverses questions extrêmement délicates. Premièrement, les Conventions de Genève ont pour adhérents des Etats; deuxièmement, point très délicat, de quelle manière et à quel moment peut-on être considéré comme une entité ayant adhéré aux Conventions de Genève? Il n'y a pas de procédure, l'opinion dominante est, en quelque sorte, que l'Etat dépositaire, quelle que soit l'entité qui lui adresse une telle déclaration



- 2 -

d'adhésion, a la mission de notifier. Après un certain temps, s'il n'y a pas de réaction négative, on peut raisonnablement partir de l'idée que tacitement les Etats membres ont admis qu'il s'agissait d'une adhésion.

Dans le cas particulier, il y a eu évidemment la réaction du Viêt-Nam du Sud et, dans cette situation, la seule solution qui s'imposait à la Suisse était, dès lors que la Conférence allait se réunir et cette dernière étant souveraine, que nous n'allions pas trancher cette question et que nous devons transmettre la demande du GRP à la Conférence qui déciderait. C'est ce que nous avons fait et nous l'avons fait d'autant plus que nous nous étions ingéniés à trouver les critères d'invitation les plus larges pour tenter d'assurer le caractère le plus universel possible à cette conférence.

L'année prochaine, lorsque sera abordée la deuxième phase de la Conférence, cette question reviendra probablement sur le tapis et à nouveau elle devra prendre sa décision.

Cette Conférence est une expérience enrichissante, pour tous ceux qui ne sont pas des vieux routiniers des conférences internationales, car c'est un contact avec le monde "onusien" d'aujourd'hui. Quant à ses résultats, il est trop tôt pour en parler mais elle vient un peu tard, bien des conceptions sur ce droit ayant changé au cours des années, principalement celles de certains pays du Tiers-monde qui n'ont plus rien de commun avec ce que l'on peut considérer comme la philosophie fondamentale en matière de droit humanitaire. Tout cela se terminera vraisemblablement par quelques petits progrès seulement.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Cette conférence en est au début de la phase qui devrait être celle des véritables négociations et la fin des discussions. Quand cette phase va-t-elle aboutir ? Il est certain que si les Grands veulent y mettre un terme avant l'été, ce sera le cas et que la troisième phase, dont le niveau n'est pas encore défini, pourrait commencer en juillet vraisemblablement à Helsinki.

Adhésion à l'ONU

M. Keller: La commission consultative, qui compte une cinquantaine de membres et qui est tout à fait autonome, est subdivisée en trois sous-commissions. La première s'occupe des problèmes de neutralité, elle a sans doute tendance à être favorable à une adhésion; la seconde, qui est peut-être la plus politique, doit surtout envisager les avantages et les inconvénients d'une telle adhésion et elle révèle, selon ses participants, des sentiments très partagés; enfin la troisième s'occupe avant tout des problèmes d'information et fait part aussi, peut-être sous forme de sondages d'opinions, si l'on peut se faire une idée sur l'évolution des esprits en Suisse.

- 3 -

Ces trois sous-commissions travaillent indépendamment les unes des autres, mais se communiquent leurs procès-verbaux. Le moment crucial viendra peut-être le 28 mai, date à laquelle notre ancien représentant permanent et observateur à New York, l'ambassadeur Turretini, fera une sorte de déposition devant la commission plénière sur les expériences qu'il a acquises pendant ses sept années d'activité à New York et, notamment aussi, sur les expériences faites par l'Autriche et la Suède, deux pays neutres comparables au nôtre.

C'est à la suite de ce hearing que se décantera peut-être une opinion plus générale, après quoi les trois sous-commissions feront leurs rapports à la plénière d'où sortira un résumé à l'intention du Conseil fédéral.

Cette commission consultative et sa composition ont été approuvées par le parlement sur la base d'un rapport du Conseil fédéral. Lorsqu'elle a été mise sur pieds, nous avons dû essayer de la rendre représentative de l'opinion de la Suisse tout entière. Sur le plan parlementaire, certaines personnes ont été d'avis qu'il ne devait pas s'y trouver de députés, mais à la réflexion il a paru plus judicieux d'intéresser le parlement au complet et la formule a été que les quatre grands partis désigneraient chacun deux parlementaires et que les autres fractions n'en choisiraient qu'un. Par ailleurs, il fallait aussi trouver des jeunes et parmi eux certains contestataires, il fallait aussi avoir des femmes. Finalement, en rassemblant tous ces éléments, on devait forcément arriver à un nombre élevé de membres. La subdivision en trois sous-commissions paraît opportune du fait qu'une telle commission se réunit rarement à plus des deux tiers de ses effectifs. A l'usage, la formule semble avoir été bonne.

M. Graber: On peut comprendre certaines réactions contre la "commissionite", mais il ne faut pas non plus que cela devienne une obsession, ce qui serait peut-être excessif et malheureux. Il ne faut surtout pas que le parlement "se mette sur la touche" chaque fois que l'on veut consulter l'opinion publique, car manifestement c'est au sein du parlement que l'on trouve par nature et par vocation les hommes les plus représentatifs de l'ensemble des milieux politiques et économiques du pays.

Coopération au développement et aide humanitaire internationales

La Suisse tient-elle ses engagements vis-à-vis des pays en développement ?

M. Graber résume la situation en disant que, en raison de l'impasse financière qui va durer quelques années probablement, nous sommes acculés au refus de tout engagement nouveau. Ce n'est pas seulement vis-à-vis des pays du Tiers-monde que nous sommes gênés de faire état de notre misère financière. Cela est tout aussi gênant vis-à-vis des Etats industriels qui, eux, font leur part

- 4 -

une part qui dépasse la nôtre. Nous sommes un pays riche avec un gouvernement pauvre. C'est extrêmement gênant et je vous assure que les sourires que l'on provoque sont ressentis douloureusement par ceux qui sont chargés de tenir ce langage. En revanche, nous avons réussi à éviter la rupture d'engagements qui étaient pris. Ils le sont à long terme; cela peut ralentir un peu la cadence, mais nous n'avons jamais eu à nous retirer d'un projet auquel nous nous étions engagés avec d'autres au plan bilatéral ou multilatéral. Vous aurez remarqué que les crédits-cadre que le parlement a bien voulu voter, et qui en principe devaient permettre de financer la coopération au développement jusqu'au milieu de cette année, n'ont pas été épuisés du tout dans ce délai. Ce n'est qu'au début de l'année prochaine qu'il faudra demander de nouveaux crédits.

(Répondant à une question de M. Copt:)

Il faut distinguer deux formes d'aide. Pour l'aide financière il y a des conventions ratifiées par le parlement. Pour la coopération technique qui comprend un monde de petits projets s'étalant sur de longues années et dont aucun n'implique des crédits considérables, la ratification par le parlement n'est pas possible. C'est pourquoi on a pris l'habitude de faire un exposé très détaillé sur l'emploi des fonds chaque fois qu'on demande au parlement un nouveau crédit-cadre.

Actuellement, la procédure concernant les 200 millions que le gouvernement s'était engagé à fournir pour la reconstitution du fonds de l'IDA est en panne, ce qui est d'autant plus gênant que c'était la Suisse qui avait poussé à l'accroissement de la participation de tous les Etats industriels. Pour souligner l'importance qu'elle attachait à cette politique, elle avait accepté, elle aussi, de faire un effort (200 millions). Les autres ont fini par se laisser convaincre. Et voilà que c'est nous qui sommes un peu menacés de ne pas pouvoir tenir nos engagements, après avoir fait augmenter la quote-part des autres.

Deuxième partie

A. Direction administrative

Herr Janner orientiert über das Projekt Florian, das von einer verwaltungsinternen Arbeitsgruppe bearbeitet wird. Aufgabe dieser Gruppe ist es, die Massnahmen zu prüfen, welche sich angesichts der Personalknappheit und im Hinblick auf die auf uns zukommenden neuen Aufgaben aufdrängen. Es gilt, die Aufgaben in Einklang zu bringen mit unsern Möglichkeiten, d.h. Prioritäten zu setzen.

Herr Jelmini, der über das Florian-Projekt dokumentiert ist, wird vor der Gesamtkommission hierüber referieren.

- 5 -

B. Direction politique

Réorganisation de la Direction politique

M. Graber: Cette réorganisation a été décidée du fait que manifestement une nouvelle phase est intervenue où la politique européenne et la politique atlantique ont fait preuve d'une certaine homogénéité et qu'il est rigoureusement rationnel que cela soit le même service qui s'occupe du tout. Les expériences déjà faites sont bonnes.

Protection des personnes - Rôle du département

M. Graber: Dans chaque pays où la Suisse est représentée, tout Suisse arrêté et emprisonné peut bénéficier, en principe, du droit de visites qui permettent de constater que les conditions de détention sont supportables et assurent des contacts avec l'extérieur, la famille et les amis par exemple. De plus, on fournit au prisonnier l'assistance d'un avocat.

Herr Ketterer erwähnt den Fall eines Schweizers, dessen Braut in der DDR lebt und von ihm ein Kind hat. Der Schweizer möchte seine Braut heiraten; doch lehnt es die DDR strikte ab, sie in die Schweiz ziehen zu lassen. Dies widerspricht in flagranter Weise den Menschenrechten.

Herr Botschafter Müller kennt den Fall und hat sich dafür eingesetzt. Es ist übrigens nicht der einzige derartige Fall. Es fehlt uns hier an einer Rechtsgrundlage, weil es sich um eine DDR-Bürgerin handelt, welcher die Heiratserlaubnis verweigert wird. Die DDR betrachtet diesen Fall als interne Angelegenheit. In Wirklichkeit scheut sie sich davor, einen Präzedenzfall zu schaffen wegen der Konsequenzen im Verhältnis zur Bundesrepublik.

Intérêts étrangers

Herr Thalman: Man darf sich nicht durch die grosse Zahl unserer Mandate beeindrucken lassen. Diese verursachen eine sehr unterschiedliche Arbeitsbelastung. Gross ist die Belastung im Falle Pakistan und Indien sowie bei der Vertretung der USA-Interessen in Kuba. In allen übrigen Fällen genügt der ordentliche Personalbestand der Botschaft, um die fremden Interessen zu wahren.

C. Direction des organisations internationales

- Question concernant l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

La section prend acte de la réponse détaillée du département.

- 6 -

Duke of Harrar Memorial Hospital

M. Keller: Cette affaire est ambitieuse, la relève en fait a été prise de constructeurs yougoslaves. C'est à la suite de l'initiative émanant de milieux bernois, notamment du professeur Müller qui connaît bien l'Ethiopie, que l'on a été intéressé à ce projet lequel d'ailleurs se répartit entre la coopération technique et la direction des organisations internationales. Pour l'instant, on a essayé de faire du travail typiquement suisse en dotant cet hôpital de certains éléments bien spécialisés et les expériences faites jusqu'ici sont encourageantes, malgré les problèmes considérables que cela implique. L'hôpital est en train de trouver, en quelque sorte, un second souffle grâce à ce qui va être entrepris sur le plan de l'aide en cas de catastrophe.

Herr Bill (ergänzend): Wenn das Korps für Katastrophenhilfe in die Lage käme, das Hilfsprojekt für Aethiopien zu realisieren, könnte das Spital als Basis benützt werden. Vorgehen wäre eine enge Zusammenarbeit zwischen den Spitalärzten und dem Hilfskorps im Busch.

- Question concernant l'activité du délégué aux missions de secours en cas de catastrophe à l'étranger

La section prend acte de la réponse du département.

Herr Bill gibt einige zusätzliche Auskünfte. Seit 6 Monaten werden Informationen gesammelt. Sowohl für Aethiopien als auch für die Sahel-Gebiete wurden die Bedürfnisse zusammengestellt in Bezug auf die medizinische Hilfe, die Lebensmittel, die Bautechnik und die Transporte. Die im schriftlichen Bericht erwähnte Verschiebung auf die Monate Oktober bis Dezember ist wohl bedauerlich, jedoch begründet. Wir werden dannzumal einen bessern Ueberblick über die finanzielle Lage haben; auch wird der Ausbildungsstand der Korpsangehörigen besser sein.

Oeuvres d'entraide humanitaire

M. Graber: Dans tous les domaines, en ce qui concerne les restrictions en matière de crédits, on prend des mesures qui très souvent sont prises alors que l'on sait très bien qu'elles vont empêcher le déroulement normal de certaines branches d'activité. Le budget global des oeuvres d'entraide humanitaire a été considérablement rogné. Lorsque l'année dernière le Conseil fédéral, pour avoir un budget qui soit présentable, a sabré plusieurs fois dans les crédits alloués au DPF, ce dernier est resté au bénéfice d'une déclaration selon laquelle en cas d'absolue nécessité on envisagerait exceptionnellement de recourir à des crédits supplémentaires. L'espoir subsiste, le DPF fera l'impossible pour sauvegarder ses actions avec le minimum. Reste à savoir dans quelle mesure on pourra maintenir un certain équilibre entre les préoccupations financières et celles de ce qui doit être fait.

- 7 -

D. Direction du droit international publicE. Le délégué à la coopération technique

Pas d'observation spéciale

Motions et postulats

Adhésion aux propositions du Conseil fédéral.

La section décide de porter au plénum de la commission les objets suivants:

- Engagements financiers et moraux de la Suisse en faveur de la coopération technique (M. Copt)
- Projet Florian (M. Jelmini)
- Mission de secours en cas de catastrophe (M. Ketterer)
- La réponse du département concernant l'UNRWA sera transmise à tous les membres de la commission

Wichtigere Publikationen des Departementes im Jahre 1973

Von der Direktion für internationale Organisationen

- "Die Schweiz und Europa"

Vom Delegierten für Katastrophenhilfe

- Die Informationsblätter Nr. 1 und Nr. 2
(Diese wurden an die Mitglieder des Katastrophenkorps und an weitere Interessenten abgegeben.)

Séance close à 12.00 h.

Les procès-verbalistes:

Muralder
M. D. S.

3003 Bern, den 20. Februar 1974

An das
Eidg. Politische Departement
Herrn Bundesrat P. Graber

3003 B e r n

Betrifft: Geschäftsprüfung

Sehr geehrter Herr Bundesrat,

Die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates hat an ihrer Sitzung vom 14. Februar beschlossen, Ihrem Departement die folgenden beiden Fragen zu unterbreiten:

1. Internationale Hilfsaktionen: Bekanntlich stossen gegenwärtig die Bemühungen zur Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Weiterführung der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe auf ernst zu nehmende Widerstände in unserer Bevölkerung. So wird z.B. seit Jahren immer lauter Kritik geübt an der missbräuchlichen Verwendung von Hilfsgütern in den palästinensischen Flüchtlingslagern, welche durch Vermittlung der UNRWA dorthin gelangen.

Welche Beiträge hat der Bundesrat in den letzten 5 Jahren zur Verfügung gestellt ?

Ueber welche Kontrollmöglichkeiten verfügt der Bundesrat, um die angeblich in grossem Umfang praktizierte missbräuchliche Verwendung der von der Schweiz mitfinanzierten Hilfsgüter durch "Verteilung" an längst verstorbene oder nicht mehr in den Lagern verweilende "Flüchtlinge" - es soll sich um eine Grössenordnung von rund 100.000 handeln - zu überprüfen ?

Hätte der Bundesrat Bedenken, allenfalls welche, gegen einen allfälligen Streichungsantrag der Kredite für eine weitere Finanzierung solch fragwürdiger und diskriminierender "humanitären" Hilfe ?

2. Der Bundesrat wird um Auskunft ersucht, ob das neu geschaffene Korps des Dienstes für Katastrophenhilfe im

Ausland bereits im Laufe des Jahres 1974 zum Einsatz kommt,
welche Projekte dafür in Aussicht genommen sind,
welche Mittel zum Start und zur anschliessenden lückenlosen Weiterführung beim Eintreten unvorhergesehener Katastrophen im Ausland zur Verfügung stehen.

Dürfte ich Sie bitten, mir Ihre Antworten zuhanden der zuständigen Sektion in 10 Exemplaren (deutsch) bis zum 29. März 1974 zukommen zu lassen.

Soweit Frage 1 durch den Bericht, den Sie im Frühjahr 1973 der Sektion "Politisches Departement" erstattet haben, bereits beantwortet ist, genügt ein Hinweis auf diesen Bericht.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Der Sekretär der
Geschäftsprüfungskommissionen

R. Chevalier

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

9B. S. 30

Frage 1: Internationale Hilfsaktionen: Bekanntlich stossen gegenwärtig die Bemühungen zur Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Weiterführung der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe auf ernst zu nehmende Widerstände in unserer Bevölkerung. So wird z.B. seit Jahren immer lauter Kritik geübt an der missbräuchlichen Verwendung von Hilfsgütern in den palästinensischen Flüchtlingslagern, welche durch Vermittlung der UNRWA dorthin gelangen.

Welche Beiträge hat der Bundesrat in den letzten 5 Jahren zur Verfügung gestellt?

Ueber welche Kontrollmöglichkeiten verfügt der Bundesrat, um die angeblich in grossem Umfang praktizierte missbräuchliche Verwendung der von der Schweiz mitfinanzierten Hilfsgüter durch "Verteilung" an längst verstorbene oder nicht mehr in den Lagern verweilende "Flüchtlinge" - es soll sich um eine Grössenordnung von rund 100.000 handeln - zu überprüfen?

Hätte der Bundesrat Bedenken, allenfalls welche, gegen einen allfälligen Streichungsantrag der Kredite für eine weitere Finanzierung solch fragwürdiger und diskriminierender "humanitärer" Hilfe?

Antwort: Unter Berufung auf "ernst zu nehmende Widerstände" in unserer Bevölkerung gegen die Bemühungen zur Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Weiterführung der Entwicklungszusammenarbeit und der humanitären Hilfe warf Herr Nationalrat Ketterer einmal mehr die Frage der Missbräuche auf, die sich auf dem Gebiete der Nahrungsmittelhilfe, insbesondere der schweizerischen, ereignet hätten, die durch die UNRWA in den palästinensischen Flüchtlingslagern im Nahen Osten verteilt wird. - In diesem Zusammenhang erinnern wir an unsere Antwort vom

11. Mai 1973. Die Tatsache, dass Herr Ketterer auf die Angelegenheit zurückkommt, beweist, dass die Öffentlichkeit nach wie vor unzureichend über die wirkliche Lage der palästinensischen Flüchtlinge und ihrer unwürdigen Lebensbedingungen in den Lagern unterrichtet ist.

1. In Beantwortung der in der Sitzung vom 14. Februar 1974 gestellten Fragen der Sektion Politisches Departement Ihrer Kommission finden Sie nachstehend die gewünschten Zahlen:

- Die Summe der von der Eidgenossenschaft an die UNRWA in den letzten 5 Jahren (1969-1973) geleisteten Barbeiträge beläuft sich auf Fr. 3.996.000.--;
- Die Beiträge in natura (Nahrungsmittelhilfe) an die UNRWA während der gleichen Zeitspanne setzen sich zusammen aus 15.300 Tonnen Mehl und 278 Tonnen Milchpulver;
- Dazu kommt noch die Beteiligung des Dienstes für technische Zusammenarbeit an der Finanzierung des pädagogischen Institutes UNRWA/UNESCO in Beirut, die in den vergangenen 5 Jahren die Höhe von Fr. 1.750.000.-- erreichte.

2. Bezüglich der vorgeworfenen Missbräuche und der Kontrolle der Hilfe-Empfänger haben wir von unserem Missionschef in Beirut einen neuen Bericht einverlangt. Botschafter Charles Dubois hatte am 14. März 1974 eine längere Unterredung mit dem Generalsekretär der UNRWA, die wie folgt zusammengefasst werden kann:

Eine einwandfreie Kontrolle derjenigen Personen, die Anrecht auf eine Lebensmittelration haben, ist in der Praxis nicht vollkommen durchführbar. Sie wird, so gut als möglich, durch die UNRWA vorgenommen. Die in den meisten Lagern herrschende, gespannte Situation sowie die in verschiedenen Ländern des Nahen Ostens übliche Gewohnheit, Todesfälle den Behörden nicht regelmässig zu melden, erschweren aber diese Aufgabe. Die UNRWA sah sich daher gezwungen, die Zahl der Begünstigten der Höhe nach zu begrenzen und die Flüchtlinge zu unterrichten, dass die Geburten bei der Verteilung solange nicht berücksichtigt würden, als die Todesfälle nicht gemeldet werden. Dieses System sei weniger ungerecht als es auf Anhieb scheinen möge; der Ausgleich ergebe sich im Rahmen der Gesamtfamilie. Im übrigen stehen die Kinder unter ärztlicher Aufsicht, so dass eventuelle Unzulänglichkeiten behoben werden können.

Die Kontrollmöglichkeiten sind von Land zu Land verschieden. In Jordanien haben die Behörden verschiedentlich ihr Einverständnis zu einer Kontrolle der Lager gegeben, doch kam es jedesmal zu Unruhen, was eine Bereinigung der Liste verhinderte. Im Libanon war die Situation bis 1969, d.h. bis es zu Zwischenfällen zwischen der libanesischen Armee und den palästinensischen Befreiungsorganisationen kam, gut. Seither ist die Kontrolle im Libanon nicht besser als in Jordanien. In Syrien kam es, ungeachtet der grundsätzlichen Opposition der Behörden, zu einer praktischen Zusammenarbeit, die gute Resultate zeitigte. Im Gazastreifen konnte die Liste dank einer freiwilligen Aktion innerhalb der Lager bereinigt werden.

Bei den ausserhalb der Lager arbeitenden Flüchtlingen, die in den Genuss einer Ration kommen, handelt es sich, wie Herrn Dubois versichert wurde, fast ausschliesslich um Teilzeitbeschäftigte. In diesen Fällen stellen die Rationen einen Zuschuss dar. Nebenbei bemerkt: Wenn wir mit den von der UNRWA verteilten Rationen leben müssten, würden wir uns bald beklagen. Seit Jahren sind diese Zuteilungen unverändert geblieben und bestehen einzig aus Mehl, Oel und Zucker in knapp genügender Menge (1.500 Kalorien pro Tag). Der Generalsekretär der UNRWA hat denn auch betont, nicht diese Lebensmittelrationen, sondern die gestiegenen Kosten der Erziehung der jungen Flüchtlinge seien in erster Linie die Ursache des Defizits seiner Organisation.

3. Die finanzielle Lage der UNRWA, die infolge der weltweiten Inflation noch misslicher geworden ist, hat den Generalsekretär der Organisation der Vereinten Nationen bewogen, anfangs dieses Jahres erneut die internationale Gemeinschaft aufzurufen, der UNRWA die grösstmögliche Unterstützung zu gewähren. Wie bis anhin haben wir nicht die Absicht, uns dieser Solidaritätspflicht zu entziehen. Der Chef unserer diplomatischen Mission in Beirut bemerkt dazu: "Die Aufhebung oder Reduktion der den palästinensischen Flüchtlingen gewährten Hilfe würde eine feindselige Geste gegenüber einer benachteiligten Minderheit bedeuten." Ein solches Verhalten stünde aber im Widerspruch zur humanitären Tradition unseres Landes und würde uns grössten Schaden bei der gemässigten arabischen Bevölkerung zufügen. Im übrigen sollte die bei uns wie andernorts durch die erhöhten Oelpreise hervorgerufene schlechte

- 5 -

Stimmung unsere Politik gegenüber einer Region nicht beeinflussen, mit welcher sich möglicherweise gute Aussichten auf Zusammenarbeit und Handel eröffnen. Wir würden weder das Los der unglücklich Entwurzelten noch unsere Handelsbeziehungen mit Staaten, mit denen zu rechnen es Zeit ist, verbessern, wenn wir uns die Sympathie der Palästina-Flüchtlinge und der arabischen Staaten verscherzten.

Auf die Frage, ob es den arabischen Staaten nicht möglich wäre, ihre Beiträge an die UNRWA zu erhöhen, erklärte der Generalkommissar unserem Botschafter, er habe Schritte in dieser Richtung unternommen; Libyen z.B. habe seine jährliche Beteiligung versechsfacht.

Auf der anderen Seite darf man nicht vergessen, dass die Aufnahmeländer beträchtliche Leistungen zugunsten der Flüchtlinge erbringen mussten, welche in ihren Beiträgen an die UNRWA nicht figurieren. Diese Staaten haben öfters Hilfe anderer arabischer Länder, wie Saudi-Arabien und Kuwait, erhalten. Syrien und Aegypten wiederum haben seit 1967 ihre eigenen Flüchtlinge und Evakuierten.

Der Generalkommissar vertritt die Ansicht - die auch von unserem Botschafter geteilt wird - es sei wichtig, dass seine Organisation in der gegenwärtigen heiklen Lage ihre Anstrengungen fortsetze. Er sieht sehr nachteilige politische Auswirkungen voraus für den Fall, dass das Programm der UNRWA unterbrochen würde.

Der Vollständigkeit halber sei noch erwähnt, dass die von Nationalrat Renschler präsidierte Kommission des Europarates "Bevölkerungs- und Flüchtlingsfragen" verschiedene Empfehlungen angenommen hat, die das von der UNRWA vollbrachte Werk würdigen und die Mitgliedstaaten des Europarates anhalten, diese Institution zu unterstützen und zur Entwicklung des Nahen Ostens beizutragen.

29.3.1974

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

GB S. 31.

Frage 2: Der Bundesrat wird um Auskunft ersucht, ob das neugeschaffene Korps des Dienstes für Katastrophenhilfe im Ausland bereits im Laufe des Jahres 1974 zum Einsatz kommt, welche Projekte dafür in Aussicht genommen sind, welche Mittel zum Start und zur anschliessenden lückenlosen Weiterführung beim Eintreten unvorhergesehener Katastrophen im Ausland zur Verfügung stehen.

Antwort: Das noch im Aufbau begriffene Korps für Katastrophenhilfe im Ausland wird mit seinen wesentlichen Teilen in der zweiten Hälfte des Jahres 1974 einsatzbereit sein.

Nachdem der Bundesrat den Delegierten, im Zusammenhang mit der Beantwortung der "Kleinen Anfrage Cantieni", am 21. November 1973 ermächtigt und beauftragt hat, einen ersten Einsatz des Korps im Sahelgebiet oder in Aethiopien zu planen, wurden aus allen Hunger- und Dürregebieten Afrikas Informationen gesammelt und ausgewertet. Auf Ostern 1974 unterbreitet der Delegierte dem Bundesrat verschiedene Einsatz-Varianten mit entsprechenden Kostenschätzungen zur Prüfung und Stellungnahme.

Die Vorschläge beziehen sich auf Aethiopien oder auf ein Sahelland, wobei jedesmal drei Varianten vorgesehen sind, die sich bezüglich Umfang und Kosten des Einsatzes voneinander unterscheiden.

- 2 -

Da indessen auch mit der Möglichkeit gerechnet werden muss, dass sich in der zweiten Jahreshälfte 1974 im europäischen Nahbereich, in Kleinasien oder in einem nordafrikanischen Land eine grosse Naturkatastrophe ereignen könnte, bei der eine Schweizerhilfe nicht vorenthalten werden dürfte, hat die Planung 1974 auch diese Variante zu berücksichtigen. In einem solchen Fall würde für dieses Jahr entweder ganz auf einen Einsatz in einem Hunger- und Dürregebiet Afrikas zu verzichten sein oder ein solcher Einsatz würde nur in einem sehr beschränkten Rahmen erfolgen als "kleine Zusatzaktion", die übrigens auch denkbar sein könnte als Zusatzaktion im Sahelgebiet, falls Aethiopien das Haupteinsatzland ist oder in Aethiopien, falls der Haupteinsatz im Sahelgebiet erfolgt.

Immerhin muss im Auge behalten werden, dass gerade bei einem ersten Einsatz des Korps eine Konzentration der Kräfte auf ein Hauptprojekt angestrebt und eine Verzettlung der Kräfte vermieden werden muss. Diese Forderung wird sich schon im Hinblick auf die beschränkten personellen und finanziellen Möglichkeiten aufdrängen.

Vorgängig von Detail-Berechnungen, die im Laufe der nächsten Wochen angestellt werden, präsentiert sich eine erste Uebersicht über mögliche und wahrscheinliche Einsatz-Varianten für das Jahr 1974 wie folgt:

- 3 -

Einsatzländer	Varianten	Zahl der in das Katastrophengebiet entsandten Freiwilligen	Dauer des Einsatzes	Kostenspanne in Mio SFr.	Zu lösende Aufgaben
I Aethiopien (Dürre)	a	120 - 160	3 - 4 Mon.	7 - 10	<ul style="list-style-type: none"> - Medizinische Hilfe - Versorgungsaktionen - Hochbauhilfe für Unterkünfte und Vorratslager - Strassennetzverbesserung - Mitwirkung im Brunnenbau-Programm
	b	80 - 120	ca. 3 Mon.	5,5-6,5	
	c	mindestens 60	2 - 3 Mon.	4 - 5	
II Sahelgebiete (Dürre)	a	120 - 160	3 - 4 Mon.	7 - 10	<ul style="list-style-type: none"> - Räumung - Versorgung - Medizin
	b	80 - 120	ca. 3 Mon.	5,5-6,5	
	c	mindestens 60	2 - 3 Mon.	4 - 5	
III Gebiete in Europa, Kleinasien oder Nordafrika (Naturkatastrophe)		80 - 120	2 - 3 Mon.	5 - 8	
IV kleine Zusatzaktion zu I, II oder III		15 - 25	1 - 2 Wochen	0,5 - 1	Beschränkte Versorgungsaufgaben in einem Dürregebiet

- 4 -

Bei der Einsatzplanung werden unter anderem berücksichtigt die Möglichkeiten

- der Koordination mit Hilfsaktionen der betreffenden Regierung, anderer schweizerischer und internationaler Hilfsorganisationen;
- der partnerschaftlichen Zusammenarbeit mit der betroffenen Bevölkerung;
- des Einkaufs von Material und Versorgungsgütern im Lande selbst oder in Nachbargebieten;
- der Weiterführung der Aufgaben durch Träger von mittel- und langfristigen Hilfs- und Aufbauprojekten.

Der Delegierte für Katastrophenhilfe im Ausland verfügt 1974 über einen Kredit von SFr. 3 Millionen, zur Verfügung gestellt aus dem Rahmenkredit der Direktion für internationale Organisationen. Er wird zu 2/3 zur Deckung der 1974 anfallenden Ausrüstungs- und Ausbildungskosten benötigt. Eine weitere Teilfinanzierung eines ersten Einsatzes des Korps aus dem Rahmenkredit der I.O. könnte nur erfolgen durch entsprechende Programmkürzungen im Bereich der Sektion Internationale Hilfswerke. Da diese Programme aber ebenfalls der Linderung der Hungersnöte und der Finanzierung von Hilfsgüter-sendungen im Katastrophenfall dienen, können wesentliche Summen von dem ohnehin schon reduzierten Budget kaum mehr abgezweigt werden. Der Bundesrat wird deshalb, je nach Variantenwahl, einen ausserordentlichen Zusatzkredit in der Grössenordnung von SFr. 3 bis 9 Millionen sprechen müssen, wenn das Korps 1974 zum Einsatz gelangt.

- 5 -

Dass trotz schwieriger Finanzlage des Bundes ein solcher Einsatz erwünscht ist, geht aus folgenden Gründen hervor:

- Die afrikanischen Hunger- und Dürregebiete bedürfen nach wie vor dringender und umfangreicher Hilfe.
- Ein Verzicht auf einen Korpseinsatz 1974 birgt die Gefahr des Verlustes des "Goodwill" bei den ca. 1.000 Freiwilligen des Korps, die im Jahre 1973 rekrutiert werden konnten.
- Nach der zweijährigen Planungs- und Aufbauarbeit für das Korps ist eine Erprobung desselben in einem ersten praktischen Einsatz sehr zu begrüssen.

Um die beschränkten finanziellen Möglichkeiten des Bundes noch sicherer ermessen und beurteilen zu können und um eine schweizerische Hilfsaktion sorgfältig in ein Netzwerk anderer Projekte einbauen zu können, sind in den auszuarbeitenden Varianten, im Vergleich zu traditionellen Katastrophenhilfe-Einsätzen, eher weniger massive, dafür aber länger andauernde Hilfsaktionen vorgesehen. Aus denselben Gründen erscheint die zeitliche Ansetzung auf die Monate Oktober, November und Dezember 1974 als angezeigt.

28.3.1974